



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

REBÂTIR EN MIEUX



Des politiques pour renforcer la résilience
des économies en Afrique après la COVID-19

Prof. Kevin Chika Urama FAAS

Directeur supérieur, Institut africain de développement,
Groupe de la Banque africaine de développement,
Courriel : k.urama@afdb.org



REBÂTIR

ENMIEUX

Des politiques pour renforcer la résilience des économies en
Afrique après la COVID-19

RÉSUMÉ



A lors que la situation de la COVID-19 s'améliore dans les pays, avec moins de cas confirmés et une baisse de la mortalité, la nécessité d'une réouverture stratégique des activités économiques se fait sentir de manière pressante.

Le présent document d'opinion soutient que la COVID-19 offre à l'Afrique, une occasion unique de repenser ses politiques de développement. Il est inspiré des conclusions des concertations tenues sous les auspices de la Communauté de pratique mondiale (G-CoP) de l'Institut africain de développement, une structure créée pour exploiter et synthétiser les connaissances et les expériences au niveau mondial, à l'effet d'éclairer les réponses politiques à la pandémie de COVID-19 en Afrique. Il présente des options stratégiques pour aider les pays africains à rebâtir en mieux des économies plus inclusives, équitables et durables, après la pandémie de COVID-19. Les pays sont invités à suivre les progrès de la science et à privilégier les politiques qui offrent des avantages mutuels et connexes en matière de résilience sociale, économique et environnementale, afin de reconstruire en mieux.

Au niveau national, l'augmentation des investissements dans le dépistage, la recherche des contacts et l'isolement des porteurs du SRAS-CoV-2, notamment aux principaux points

d'entrée; l'application de la distanciation sociale, le port du masque en public et l'hygiène personnelle; l'investissement dans la communication stratégique afin de renforcer la confiance des secteurs public et privé dans la science et les politiques relatives à la COVID-19 figurent parmi les options stratégiques recommandées. La promotion de politiques proactives du marché du travail pour protéger les travailleurs et leurs emplois; l'investissement dans la numérisation des secteurs économiques clés (agriculture, santé et éducation); et l'augmentation des investissements dans une infrastructure de santé unique, les technologies propres et la recherche pour le développement comptent parmi les autres politiques recommandées à l'échelle nationale. Le succès des pays passe par l'adoption de politiques visant à renforcer la participation proactive du secteur public et privé ainsi que la coordination intersectorielle et interministérielle à l'échelle nationale, régionale et continentale.

Sur le plan régional, il convient d'accélérer les investissements dans la domestication et la mise en œuvre des stratégies du groupe de la Banque africaine de développement au titre des High 5 et de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).

L'élaboration d'un Plan Marshal sur la santé inclusive en Afrique et la création

d'un centre africain du phénomène pour faciliter le profilage des maladies et la recherche tout en favorisant une plus grande précision des services de soins de santé publique en Afrique s'imposent. L'augmentation des investissements dans les institutions africaines telles que les Centres de contrôle des maladies (CDC) et d'autres institutions de recherche stratégique est essentielle pour préparer l'Afrique à faire face aux chocs exogènes futurs tels que la COVID-19. Enfin, un allègement structuré et une remise de dette ciblée sont nécessaires pour atténuer les difficultés économiques que vivent les pays africains à cause de la pandémie. Certes, les moratoires de la dette, à court terme, sont utiles, au regard de l'impact massif de la pandémie sur les soldes budgétaires déjà limités des pays africains avant la COVID-19, mais l'idéal serait une annulation de la dette.

Il n'y a pas de solution miracle ou de politique toute faite pour atténuer les effets de la COVID-19 sur les économies africaines ou tout autre défi politique qui se pose au continent. Les

décideurs doivent suivre les progrès de la science et examiner minutieusement les réalités sociales, économiques, environnementales et politiques locales pour prendre des décisions en connaissance de cause. L'édification d'économies résilientes passe par la prise en compte des implications de chaque action stratégique sur les objectifs économiques, sociaux et environnementaux d'aujourd'hui et de demain. On peut y arriver grâce à des analyses coûts-avantages et des analyses de compromis efficaces afin de déterminer la puissance, les effets multiplicateurs positifs et négatifs (avantages, avantages connexes et externalités négatives) de chaque option stratégique dans les différents secteurs des contextes locaux et nationaux. Les décideurs sont encouragés à faire appel à des experts locaux afin d'éclairer la conception et la mise en œuvre des politiques pour chaque communauté en fonction des réalités locales et non politiques.

Mots clés : COVID-19; résilience





INTRODUCTION

L'année 2020 a commencé par une période qui a semblé être une brève réplique de la nature face à la transgression des frontières par l'homme. Depuis plus de 40 ans, plusieurs économistes de l'environnement ont souligné les risques liés à l'âge géologique actuel de l'«Anthropocène» – période au cours de laquelle l'activité humaine est devenue le facteur exerçant le plus d'influence sur le climat et l'environnement.

La littérature scientifique abonde aujourd'hui en publications sur les conséquences du changement climatique, la perte de biodiversité, la dégradation de l'environnement et d'autres formes d'impacts anthropiques sur la nature, ainsi que les effets autodestructeurs des inégalités sociales, de la pauvreté et des privations qui caractérisent les sociétés humaines partout dans le monde. En plus des résultats scientifiques, ces impacts négatifs se sont trop souvent manifestés dans les sociétés humaines au fil du temps. Chaque année, des millions de formes de vie et d'actifs précieux (capital économique, social et naturel) estimés à des milliards d'USD, sont perdus. L'augmentation des phénomènes

climatiques extrêmes (cyclones, feux de forêt, fonte du glacier qui maintient les pôles de la terre, inondations, sécheresses, hausse des températures et vagues de chaleur, et l'élévation croissante du niveau de la mer), d'autres formes de pollution et de dégradation de l'environnement (dégradation de la qualité de l'air, déchets plastiques dans les océans - étouffant l'économie bleue, etc., et les fragilités sociales accrues (famines, insécurité sociale et terrorisme croissant) que les inégalités sociales et la dégradation de l'environnement engendrent, font régulièrement les manchettes de l'actualité partout dans le monde.

Toutefois, l'incidence de la COVID-19 a été très différente. À l'instar d'autres enjeux supranationaux comme le changement climatique, la COVID-19 est un problème mondial. Mais, contrairement au changement climatique, les effets de la COVID-19 se sont illustrés par leur urgence et mondialisation accrues. Ses effets dévastateurs immédiats sur les systèmes de santé, les économies, le commerce, les cultures, les sociétés et les systèmes de coopération mondiaux, régionaux et nationaux ont été sans précédent.



La COVID-19 a eu un impact sur toutes les cultures, races et économies, indépendamment du statut ou de la classe sociale, économique ou politique, remettant en question les systèmes contemporains d'interaction et de coopération dans les sociétés humaines. Plus que jamais, elle a pleinement démontré notre humanité commune et les inégalités inhérentes entre les pays et en leur sein. Par ailleurs, la pandémie a fondamentalement remis en question, la pertinence et l'exhaustivité des systèmes actuels de gouvernance sociale, économique et environnementale.

Cette crise offre à l'Afrique et au monde, des occasions à ne pas rater. Comme l'a si bien relevé le Président Emmanuel Macron, «cette période nous aura beaucoup appris. Beaucoup de certitudes, de convictions seront balayées, seront remises en cause. Beaucoup de choses que nous pensions impossibles adviennent. Le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour au jour d'avant. Nous serons plus forts moralement. Nous en tirerons les conséquences, toutes les conséquences.» «Nous sommes tous embarqués dans l'impensable... Nous sommes tous confrontés au besoin profond d'inventer quelque chose de nouveau, car c'est tout ce que nous pouvons faire... Mais cela va changer la nature même de la mondialisation, avec laquelle nous avons vécu ces 40 dernières années... ».

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a d'ailleurs fait remarquer que : «Dans tout ce que nous faisons pendant et après cette crise, nous devons mettre l'accent sur l'édification d'économies et de sociétés plus égalitaires, plus inclusives et plus durables, qui soient plus résistantes face aux pandémies, aux changements climatiques et aux nombreux autres défis mondiaux que nous devons relever. - Après la crise de la COVID-19, le relèvement doit ouvrir la voie à une économie différente ».

Cet appel est encore plus pressant en Afrique et dans les pays en développement que partout ailleurs dans le monde actuel. L'Afrique n'a pas suffisamment tiré profit de l'ordre mondial qui prévalait avant la COVID-19 par rapport à sa population et au capital naturel dont le continent est doté.

L'Afrique abrite 30 % des réserves minérales mondiales et représente plus de 20 % de la production annuelle mondiale de cinq minéraux essentiels, à savoir 80 % du platine, 77 % du cobalt, 51 % du manganèse, 46 % du diamant, 39 % du chrome et 22 % de l'or. Le continent possède également 60 % des terres arables du monde ainsi que 13 % de la population mondiale et est le continent le plus jeune avec environ 60 % de sa population âgée de moins de 25 ans. Elle recèle également un potentiel énergétique abondant.

Malgré cette richesse en capital naturel, les économies africaines demeurent parmi les

moins développées au monde, avec des tailles d'économies se situant parmi les plus faibles par rapport à d'autres régions (figure 1).

Les Caraïbes et les petits États insulaires, l'Afrique subsaharienne, l'Europe centrale et les pays baltes font partie des économies les moins développées en termes de produit intérieur brut (PIB), chacun ayant enregistré moins de 2 000 milliards d'USD en 2018. Ces chiffres sont nettement inférieurs au montant des mesures de relance budgétaire prises par les États-Unis d'Amérique pour aider leur économie à contrer les effets de la COVID-19.

Concernant les impacts environnementaux du développement, l'Afrique le subit de façon injuste par rapport à ses contributions au changement environnemental mondial. Il s'agit donc d'une stratégie gagnant-gagnant pour permettre à l'Afrique de répondre à l'appel lancé en faveur de l'édification d'économies et de sociétés plus inclusives, équitables et durables après la pandémie de COVID-19.

REBÂTIR EN MIEUX DANS LE CONTEXTE AFRICAIN

Les conséquences de la COVID-19 en termes de morbidité et de mortalité restent une grande préoccupation dans de nombreux pays et ceux qui sont dans la dynamique d'une réouverture rapide de leurs économies font face à une deuxième vague d'infections. Toutefois, les scientifiques ont désormais une meilleure compréhension de l'épidémiologie du virus et de ses modes de transmission. On fonde de plus en plus l'espoir de voir un vaccin et un traitement de la COVID-19 éventuellement, en 2021 ou 2022. Les effets du confinement se sont avérés importants tout en différant d'une communauté et d'un pays à l'autre, ouvrant la voie à beaucoup de considérations politiques. Les pays et les entreprises s'intéressent de plus en plus aux stratégies de réouverture.

En Afrique, plusieurs facteurs démographiques et naturels - en particulier la jeunesse de sa population, la structure des établissements humains dans les communautés rurales et d'autres conditions préalables - ont permis, jusqu'à présent, de limiter le nombre des cas confirmés de COVID-19 ainsi que les taux de mortalité.

Les pays africains ont affiché des taux plus faibles de cas confirmés et de décès par rapport au reste du monde. Au 29 août 2020, l'Afrique du Sud, qui occupait le 5^e rang mondial pour le nombre de cas confirmés (629 961), après le Pérou (629 961), la Russie (982 573), l'Inde (3 542 733), le Brésil (3 846 153) et les États-

Unis d'Amérique (5 961 094), est le seul pays africain figurant parmi le Top 20 des pays les plus touchés par la pandémie de COVID-19 au regard du nombre de cas confirmés (figure 2). Les données disponibles montrent que les cas confirmés de COVID-19 et les décès dus à la maladie semblent avoir atteint un pic en juillet 2020, et sont désormais en baisse (figure 3). Une analyse de la moyenne hebdomadaire des cas confirmés et des décès en Afrique affiche une tendance à la baisse (figure 4). Même pour l'Afrique du Sud, qui compte plus de la moitié des cas positifs cumulés en Afrique, les analyses de la moyenne hebdomadaire effectuées par l'OMS montrent que les cas confirmés et le nombre de décès semblent avoir atteint un pic en juillet 2020 (figure 5). Au 29 août 2020, l'Afrique du Sud enregistrait quotidiennement, 241 décès par COVID-19 contre 41 au Maroc, 20 en Égypte, et 13 en Algérie, le reste du continent affichant moins de 10 décès par jour.

De l'avis de certains, cette situation pourrait s'expliquer par le manque de capacités de dépistage en Afrique et l'incapacité à réaliser des autopsies, mais il n'y a aucun rapport inhabituel des cas de maladie et de décès liés à la COVID-19 dans la plupart des communautés rurales du continent. Pour d'autres, cette situation est due à la jeunesse de la population et à la dispersion des établissements dans les communautés rurales d'Afrique. Quel que soit l'angle d'analyse retenue, il semble qu'il y ait de plus en plus de consensus sur le fait que l'Afrique a commencé à tourner la page de la COVID-19 et qu'il faille désormais se concentrer sur la réouverture des économies.

Alors que la situation de la COVID-19 connaît un début d'amélioration en Afrique et que les États commencent à envisager des politiques visant à rebâtir en mieux, il convient d'aborder les compromis sociaux, économiques et environnementaux dans les impacts de la pandémie. Si le confinement instauré dans le contexte de la COVID-19 a permis d'engranger des gains dans les indicateurs de durabilité environnementale - réduction des



émissions de CO₂, amélioration de la qualité de l'air, réduction des déchets plastiques, etc. il a également décimé les économies et les moyens de subsistance, affectant les couches les plus pauvres de la société de façon disproportionnée. L'Agence internationale de l'énergie estime que les émissions mondiales de GES pourraient baisser de 8 % ou de 2,6 GtCO₂ en 2020. En comparaison, les émissions annuelles de CO₂ ont diminué en moyenne de 4 % pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), de 3 % pendant la récession de 1991-1992, de 1 % pendant la crise énergétique de 1980-1981 et de 1 % pendant la crise financière mondiale de 2009. Le PNUE estime que les émissions mondiales de GES doivent baisser annuellement de 7,6 % entre 2020 et 2030 pour maintenir la hausse de température à un niveau inférieur à 1,5 °C. On peut donc affirmer que les mesures de confinement dans le contexte de la COVID-19 ont permis de réaliser certains gains en matière de durabilité environnementale.

Cependant, un compromis s'impose. Les économies mondiales et nationales, les moyens de subsistance et les sociétés partout dans le monde ont subi un préjudice majeur du fait de l'arrêt des activités économiques. Les pays connaissent une récession plus profonde que jamais, les confinements ayant provoqué des pandémies de faim et précipité des millions de personnes dans la pauvreté. La hausse du taux de chômage dans de nombreux pays a atteint des niveaux jamais égalés et de nombreuses banques centrales et ministères des finances en Afrique ne disposent que d'une marge de manœuvre budgétaire et monétaire limitée pour intervenir de manière décisive en mettant rapidement en œuvre des mesures de relance budgétaire ou d'assouplissement quantitatif comme jamais auparavant. Les effets inflationnistes de

l'assouplissement massif de la politique budgétaire et monétaire visant à fournir des filets de sécurité sociaux aux ménages et aux économies ne se sont pas encore pleinement manifestés. Le groupe de la Banque africaine de développement estime que l'Afrique pourrait subir des pertes en termes de PIB de l'ordre de 145,5 milliards d'USD (scénario de base) et 189,7 milliards d'USD (scénario pessimiste), sur les 2590 milliards d'USD du PIB projeté en 2020.

Certains pays ont enregistré une hausse soudaine de l'inflation (jusqu'à 5 %), et les dépenses budgétaires expansionnistes pourraient doubler d'ici la fin de l'année 2020.

Les envois de fonds et les investissements directs étrangers pourraient connaître une baisse significative. Entre 28,2 millions et 49,2 millions d'Africains de plus pourraient être précipités dans l'extrême pauvreté et on estime entre 25 millions et 30 millions la perte potentielle d'emplois d'ici fin 2020. Les coûts d'opportunité des gains environnementaux en termes d'impacts sur le bien-être économique et social des populations sont donc trop importants pour que les pays puissent les supporter.



La reconstruction de meilleures économies passe par une triangulation prudente, mais équilibrée des trois piliers du développement durable que sont : le social, l'économique et l'environnemental. La reconstruction de meilleures économies, qui s'articule autour des objectifs mondiaux de développement durable, aboutira à la mise en place d'économies plus inclusives, plus efficaces, plus résilientes et plus durables, si et seulement si nous élaborons des politiques permettant d'équilibrer les trois objectifs, avec des économies qui ne laissent personne pour compte. Abandonner les pauvres dans la pauvreté tout en augmentant le PIB et/ou en préservant la nature n'est pas un développement durable.

Les événements des 40 dernières années de l'ère de l'anthropocène ont montré que les fragilités sociales, économiques et environnementales se renforcent mutuellement. Les actions d'un agent et/ou dans un secteur sans tenir compte des effets multiplicateurs sur l'autre (y compris les externalités positives et négatives) ne peuvent pas aboutir à une solution durable. Tout comme pour les émissions de gaz à effet de serre qui circulent librement dans l'atmosphère et réchauffent le climat mondial pour tous, indépendamment de la limite géographique de l'émetteur ou des émetteurs, « s'il y a la COVID-19 quelque

part, il y a la COVID-19 partout ». Comme dans le cas de la COVID-19, la fragilité en un point est synonyme de fragilité partout. Les questions de justice morale et distributive, ainsi que de coopération et de coordination intersectorielles deviennent inévitables pour trouver une solution durable.

Le discours d'ouverture de la Communauté mondiale de pratique (G-CoP) de l'Institut africain de développement lors du séminaire sur les politiques macroéconomiques en réponse à la pandémie du Covid-19 en Afrique, organisé le 29 avril 2020, a invité les pays africains à viser non seulement la reconstruction de leurs économies après la COVID-19, mais aussi à élaborer des plans pour rebâtir en mieux. Deux événements ultérieurs, axés sur les systèmes alimentaires et la santé inclusive, ont défendu la même position. Les participants ont souligné la nécessité pour l'Afrique de bâtir des économies plus résilientes, inclusives et efficaces pour lui permettre de faire face aux futurs chocs exogènes, de s'adapter pour maintenir ses fonctions essentielles pendant ces chocs et de se transformer rapidement pour rester compétitive après les chocs. Certaines des principales recommandations stratégiques sont reprises dans la section suivante de ce document.





CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES POUR REBÂTIR DE MEILLEURES ÉCONOMIES EN AFRIQUE APRÈS LA COVID-19

Politiques de réouverture des activités économiques au niveau national

Pour rebâtir de meilleures économies, les pays doivent d'abord s'assurer que les directives qu'ils suivent pour la réouverture de leur économie sont plus éclairées par la science que des considérations politiques. Les pays doivent suivre attentivement les directives fournies par les centres de contrôle des maladies (CDC) en fonction de l'épidémiologie de la maladie dans des contextes locaux spécifiques (tableau 1).

Tableau 1 : Exemples de directives pour la reprise des activités économiques¹

Critères de contrôle	Seuil d'entrée de la phase 1	Seuil d'entrée de la phase 2	Seuil d'entrée de la phase 3
Baisse des nouveaux cas de COVID-19 dépistés	Courbe descendante (ou incidence quasi nulle) des cas documentés sur une période de 14 jours	Courbe descendante (ou incidence quasi nulle) des cas documentés sur une période minimale de 14 jours après l'entrée en phase 1	Courbe descendante (ou incidence quasi nulle) des cas documentés sur un minimum de 14 jours après l'entrée en phase 2.
Réduction des urgences et/ou consultations externes pour les maladies de type COVID (CLI)	Courbe descendante (ou incidence quasi nulle) des cas de syndrome CLI déclarés sur une période de 14 jours	Courbe descendante (ou incidence quasi nulle) des cas de syndrome CLI déclarés sur au moins 14 jours après l'entrée en phase 1	Courbe descendante (ou incidence quasi nulle) des cas de syndrome CLI déclarés sur au moins 14 jours supplémentaires après l'entrée en phase 2
Baisse du taux de positivité des tests au SRAS-CoV-2	Courbe descendante (ou pourcentage proche de zéro) des tests positifs en pourcentage du total des tests sur une période de 14 jours (volume de tests stable ou en hausse)	Courbe descendante (ou pourcentage proche de zéro) des tests positifs en pourcentage du total des tests réalisés sur 14 jours après l'entrée en phase 1 (volume de tests stable ou en hausse)	Courbe descendante (ou pourcentage proche de zéro) des tests positifs en pourcentage du total des tests réalisés sur un minimum de 14 jours après l'entrée en phase 2 (volume de tests stable ou en hausse)
Traitement de tous les patients loin des situations de crise	Lits d'hospitalisation et de soins intensifs de la juridiction <80 % pleins; manque de personnel au cours de la semaine écoulée = non; approvisionnement en EPI suffisant pour >4 jours	Lits d'hospitalisation et de soins intensifs de la juridiction <75 % pleins; manque de personnel la semaine dernière = non; approvisionnement en EPI suffisant pour >4 jours	Lits d'hospitalisation et de soins intensifs de la juridiction <70 % pleins; manque de personnel la semaine dernière = non; approvisionnement en EPI suffisant pour >4 jours
Un programme de dépistage solide	La disponibilité des tests est telle que le taux de positivité est de ≤ 20 % sur 14 jours. Le délai médian entre la demande de tests et le résultat est de ≤ 4 jours.	La disponibilité des tests est telle que le taux de positivité est de ≤ 15 % sur 14 jours. Le délai médian entre la demande de tests et le résultat est de ≤ 3 jours.	La disponibilité des tests est telle que le taux de positivité est de ≤ 10 % sur 14 jours. Le délai médian entre la commande de tests et le résultat est de ≤ 2 jours.

¹ Adapté des centres de contrôle et de prévention des maladies aux États-Unis (US CDC).

Les gouvernements devraient collaborer avec des experts locaux (épidémiologistes) en vue d'établir des lignes directrices adaptées à leur propre réalité; cette démarche permettrait de définir les seuils d'une approche progressive de la réouverture des économies en fonction des contextes locaux. Ces directives devraient inclure une baisse soutenue du nombre de nouveaux cas de COVID-19, une réduction des urgences et/ou des consultations externes pour les maladies de type COVID, une diminution du taux de positivité des tests de SARS-CoV-2, une aptitude avérée à traiter tous les patients loin des situations de crise et la capacité à mettre en œuvre un programme de dépistage solide.

Pour réussir la réouverture et la reconstruction des économies, les politiques à court terme et interdépendantes suivantes s'imposent :

a) Suivi des progrès de la science

S'appuyer sur les données épidémiologiques relatives à la prévalence de la COVID-19 dans la population pour prendre des décisions concernant les phases et taux de réouverture. Veiller à observer les conditions préalables fixées par le CDC avant toute réouverture de l'économie. À cet égard, les données de l'OMS montrent, sur la base des analyses de la moyenne hebdomadaire, que la situation s'améliore dans la plupart des pays africains, avec la tendance à la baisse des cas confirmés et des décès. Mais cela devrait être une raison supplémentaire de continuer à observer les directives fondées sur la science et non la complaisance. Les données provenant d'autres pays montrent qu'il existe un risque élevé de résurgence associé à la réouverture des économies.

b) Investissements dans le dépistage, la recherche des contacts et l'isolement

Pour réussir la réouverture de leurs économies, les pays doivent renforcer la capacité de dépistage, de recherche des contacts et d'isolement des malades de la COVID. Les systèmes de dépistage doivent être adaptés aux réalités locales. Cependant, le dépistage

doit se faire en priorité à deux niveaux : i) aux principaux points d'entrée, notamment les aéroports internationaux et locaux; et ii) dans les communautés enregistrant une forte prévalence la COVID-19. Le dépistage aux points d'entrée est encouragé pour réduire l'importation et la propagation interurbaine du virus.

Dans les communautés où il existe des points chauds du virus, le dépistage communautaire est encouragé afin d'identifier et d'isoler les cas asymptomatiques qui pourraient devenir des super propageurs du virus dans les communautés, les écoles et les lieux de travail. La stratégie actuelle qui consiste à déterminer les symptômes, notamment les températures élevées, est nécessaire, mais ne suffit pas pour identifier et isoler les propageurs potentiels de la maladie. On sait maintenant que plus de 40 % des porteurs du SARS-CoV-2 ne présentent pas les symptômes de la maladie et que plus de 50 % de la transmission est causée par des porteurs asymptomatiques. Les tests communautaires sont donc essentiels pour identifier et isoler les porteurs asymptomatiques afin de rompre le cycle du SARS-CoV-2 dans les communautés.

c) Mise en œuvre des mesures relatives à la distanciation sociale, au port du masque en public et à l'hygiène personnelle

Le lavage fréquent des mains, le port du masque en public et le maintien d'une distance d'au moins 2 mètres avec les autres personnes sont des mesures essentielles. L'hygiène personnelle, l'eau et l'assainissement ne sont pas seulement bons dans le contexte de la COVID-19; elles le sont également pour de nombreuses maladies transmissibles qui sévissent en Afrique. L'application de la distanciation sociale et l'hygiène personnelle permettent de sauver des vies. Il s'agit d'une responsabilité morale et sociale que nous nous devons d'assumer pour vaincre le virus. Pour être efficaces, les gouvernements et les décideurs devraient investir dans les infrastructures d'eau et d'assainissement nécessaires ainsi que dans d'autres installations pour encourager l'adoption et la mise en œuvre de la politique.

d) Communication et renforcement de la confiance

Les pays devraient élaborer des stratégies efficaces en matière de partage d'information et de communication fondées sur la science afin de renforcer la confiance entre la société, le secteur privé et les gouvernements. La politisation des politiques de riposte à la COVID-19 a entraîné une crise de confiance vis-à-vis des réponses apportées par les États. Il est nécessaire de mettre en place des stratégies de communication de masse faisant appel à des champions et responsables communautaires ainsi qu'à des institutions de confiance pour instaurer la confiance dans la science et les politiques proposées pour contenir le virus.

e) Promotion de politiques proactives du marché du travail pour protéger les travailleurs et leurs emplois

Les décideurs devraient encourager les formules de travail flexibles, la modernisation des bureaux pour assurer une distanciation sociale et une ventilation efficaces. Le télétravail et les différentes variantes du travail à domicile pourraient apporter plusieurs avantages connexes en termes de durabilité sociale, économique et environnementale dans un monde post-COVID-19. Les travailleurs pourraient mieux concilier leur vie professionnelle et privée en plus de faire des économies sur les frais de transport. Les entreprises pourraient réaliser d'importantes économies sur les dépenses d'équipement, car les grands bureaux urbains haut de gamme pourraient ne plus s'avérer nécessaires. Les avantages pour l'environnement en termes de réduction des émissions de CO₂ et d'amélioration de la qualité de l'air obtenus pendant le confinement imposé dans le contexte de la COVID-19 pourraient être maintenus, du moins en partie si un système de travail hybride est adopté sur une période plus longue. L'un des principaux défis liés à la mise en œuvre de cette politique en Afrique est la fracture numérique, le manque d'accès

aux données et l'accessibilité financière du matériel. Les gouvernements et les entreprises privées devraient envisager de réinvestir les économies réalisées grâce au télétravail pour fournir des données mobiles aux travailleurs.

f) Numérisation des activités économiques

La COVID-19 a contribué à accélérer la transition vers les technologies de la quatrième révolution industrielle. L'accès au numérique est devenu essentiel pour participer aux activités économiques et sociales dans tous les secteurs. Les décideurs sont encouragés à privilégier les investissements dans la numérisation des activités économiques des secteurs prioritaires, notamment les systèmes alimentaires et les chaînes de valeur agricoles, les systèmes éducatifs (apprentissage en ligne), les systèmes de soins de santé publique (tels que la télémédecine, les systèmes de données sur la santé et la prestation de soins de santé mobiles) par le biais de partenariats public-privé (PPP). S'il y a un message à retenir de la COVID-19, c'est que l'économie numérique est la nouvelle norme. Seuls ceux qui disposent de matériel et de connexions Internet fiables et abordables profiteront de l'économie post-COVID-19. La numérisation permet également de réaliser des économies et des bénéfices essentiels pour la durabilité de l'environnement grâce à la réduction des transports et des déplacements aériens inutiles. Elle pourrait également favoriser une décongestion des villes, car les travailleurs seront plus disposés à vivre dans les communautés rurales et à travailler à domicile, ce qui favorisera l'inclusion sociale, l'équité et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Il faudra, à cet effet, des investissements stratégiques dans la numérisation des secteurs clés de l'économie de chaque pays et dans le renforcement des infrastructures physiques et des capacités humaines pour les économies numériques dans tous les secteurs, notamment dans les secteurs critiques que sont la santé, l'agriculture et l'éducation.

g) Priorité aux investissements dans une infrastructure de santé unique et inclusive

Ces investissements concernent, entre autres, les systèmes d'alimentation, les ouvrages d'eau et d'assainissement, et les soins de santé publique pour tous, notamment pour les ménages vulnérables des communautés où des politiques de confinement s'imposent. Il s'agit également de promouvoir les soins de santé communautaires en complément des hôpitaux classiques. La production et la distribution de vivres au sein des communautés doivent être classées dans la catégorie des services essentiels. Les gouvernements devraient aider les petits exploitants agricoles en leur fournissant des équipements de protection individuelle tels que des masques et des désinfectants pour mains. L'investissement dans les systèmes de santé doit être reconceptualisé comme un investissement dans l'amélioration de l'expérience humaine, de la conception à la mort (toutes les notes devant harmonieusement s'accorder pour améliorer les conditions de santé et le bien-être). C'est un changement radical par rapport aux systèmes de santé envisagés sous l'angle de la consommation et portés sur la construction d'hôpitaux pour gérer les maladies.

h) Participation du secteur privé

Pour réussir, les pays doivent mettre en œuvre des politiques beaucoup plus favorables à l'environnement des affaires afin de permettre au secteur privé de participer activement à la reconstruction des économies. L'Afrique n'a pas une grande marge de manœuvre budgétaire. En d'autres termes, les pays africains ne disposent que d'une marge de manœuvre réduite pour agir de manière décisive au rythme et à l'échelle voulus pour reconstruire rapidement leurs économies. Des politiques favorables aux innovations sociales et à la participation du secteur public et du secteur privé seraient bénéfiques pour l'Afrique. Elles pourraient

contribuer à créer des emplois et à libérer le talent d'innovation des jeunes Africains. Des politiques macroéconomiques, telles que le report de l'impôt sur les petites entreprises, pourraient s'avérer utiles. Les politiques axées sur le renflouement des grandes entreprises comme les compagnies aériennes, la faillite assistée des grandes entreprises et le report de l'impôt des grandes entreprises, sont connues pour avoir des externalités négatives sur la durabilité environnementale.

i) Investissements dans les technologies propres

Pour assurer la transition vers des économies à faibles émissions de carbone, les pays doivent privilégier les investissements techniques propres dans des secteurs clés, tels que : i) les infrastructures d'énergie propre ; ii) les infrastructures de connectivité à l'instar des systèmes de transport en commun ; iii) l'éducation en ligne ; et iv) les infrastructures de soins de santé « intelligents » et de qualité.

j) Investissements dans la recherche et le développement

La dépendance vis-à-vis du savoir a été à l'origine du sous-développement de l'Afrique pendant des décennies. Avec des niveaux d'investissements très faibles dans la recherche pour le développement, les pays africains enregistrent peu de brevets et dépendent toujours du savoir étranger pour élaborer leurs politiques et programmes de développement. La plupart des groupes de réflexion en Afrique sont confrontés à des défis de durabilité, car ils dépendent largement des subventions de recherche des donateurs, souvent au détriment de la réalisation de recherches pertinentes qui peuvent éclairer l'élaboration de politiques adaptées aux réalités africaines. Les investissements dans les dépenses de R&D et le développement des capacités apporteront des avantages significatifs pour renforcer la résilience en Afrique.

k) La coordination et la collaboration intersectorielles à l'échelle nationale et régionale seront essentielles pour la conception et la mise en œuvre de politiques durables

Si la pandémie de COVID-19 est avant tout une crise sanitaire, les canaux de transmission par lesquels elle touche les économies et les citoyens sont multisectoriels. Il s'agit plus précisément des systèmes et chaînes de valeur alimentaires, des services d'eau et d'assainissement, du commerce et de l'industrie. Une collaboration efficace entre les ministères concernés, notamment ceux de la santé, de l'agriculture, de l'alimentation et de l'élevage, du tourisme, de la planification nationale et des finances, est donc essentielle pour concevoir des politiques permettant de rebâtir en mieux.

Des politiques pour les décideurs régionaux et mondiaux

a) Investir dans la domestication et la mise en œuvre des stratégies au titre des High 5 de la Banque africaine de développement.

Avant l'apparition de la COVID-19, le Programme des Nations unies pour le développement avait publié un rapport qui confirmait que la mise en œuvre des High 5 en Afrique permettrait de réaliser plus de 90 % des objectifs mondiaux de développement durable et de l'agenda 2063 - l'Afrique que nous voulons. Les stratégies des High 5 : éclairer et l'Afrique et l'alimenter en énergie, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des populations africaines, présentent des stratégies sectorielles ciblées pour bâtir des économies inclusives, résilientes et durables avant, pendant et après la COVID-19.

Sans accès universel à l'électricité, les Africains ne peuvent pas participer à l'économie numérique qui est devenue la nouvelle norme dans le monde post-COVID-19. Nourrir l'Afrique est une condition préalable pour assurer la santé et le bien-être de tous les Africains afin qu'ils puissent développer les anticorps et les immunités nécessaires pour résister à la COVID-19. Une industrialisation rapide est nécessaire pour assurer l'autosuffisance en produits de première nécessité tels que les équipements de protection individuelle (EPI), les fournitures médicales, les produits pharmaceutiques, les aliments et autres. L'intégration accélérée du continent offre des possibilités uniques de créer des chaînes de valeur nationales, régionales et continentales dans tous les secteurs afin de réduire les vulnérabilités liées à une dépendance excessive sur les chaînes de valeur mondiales. En fin de compte, l'objectif de chaque politique est d'améliorer la qualité de vie des populations africaines. Créer des emplois pour les jeunes Africains, investir dans l'éducation, les sciences, les technologies et les mathématiques ; accélérer l'autonomisation des femmes et investir dans des infrastructures de santé de qualité pour l'Afrique sont autant de conditions préalables à un développement inclusif et résilient en Afrique.

Comme d'autres politiques et stratégies rationnelles en Afrique, la pandémie de COVID-19 appelle à une mise en œuvre accélérée des High 5 à l'échelle nationale, régionale et continentale.

b) Accélérer la domestication et la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain.

La fermeture soudaine des frontières et les politiques protectionnistes mises en œuvre par les pays pour endiguer le coronavirus nous rappellent brutalement les risques associés à une dépendance excessive sur les chaînes de valeur mondiales. La ZLECA offre à l'Afrique une occasion unique de bâtir l'une

des plus grandes zones de libre-échange du monde, dotée d'un immense potentiel de croissance future. La participation de l'Afrique au développement et à l'intégration des chaînes de valeur mondiales (CVM) se fait essentiellement à travers la production en amont, c'est-à-dire la production de matières premières qui sont ensuite valorisées dans les pays importateurs. À quelques exceptions près, le niveau de transformation (valeur ajoutée) dans les exportations africaines de matières premières reste généralement faible et la part de la main-d'œuvre locale dans leur valeur est relativement faible. La mise en place de chaînes de valeur nationales et régionales est cruciale, car elles peuvent ouvrir la voie à de nouvelles formes de production, de transfert et de développement technologique et logistique, d'amélioration des compétences de la main-d'œuvre, de mise à niveau industrielle à long terme, de création d'emplois, de réduction de la pauvreté, de croissance inclusive et de mise en réseau à l'échelle mondiale. La COVID-19 a mis en exergue la nécessité pour les pays et les régions de mettre en place des chaînes de valeur aux niveaux national, régional et continental, afin de réduire leur vulnérabilité aux chocs exogènes tels que les fluctuations des cours sur les marchés mondiaux et/ou les pandémies. Tout comme les High 5, la ZLECA est déjà disponible pour mise en œuvre sur le continent.

c) Procéder à un allègement structuré et une remise ciblée de la dette

Les moratoires sur les dettes à court terme sont utiles. Toutefois, compte tenu de l'impact massif de la pandémie sur les soldes budgétaires déjà limités des pays, la remise de la dette serait idéale.

d) Élaborer un plan Marshal pour une santé inclusive en Afrique

La Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et l'Organisation mondiale de la santé sont invitées à organiser

un dialogue pour définir un plan Marshal pour la santé inclusive en Afrique, afin de préparer le continent à de futures pandémies après celle de la COVID-19.

c) Mettre en place un phénomène africain

L'Afrique doit constituer sa propre base de connaissances, notamment en matière de profilage et de gestion de la santé, et mettre sa riche biodiversité au service de ses citoyens. La compréhension des interactions entre le phénotype et le génome humains et l'environnement est un moyen sûr de bâtir un système de santé unique et inclusif pour une population qui mange bien, vit bien et peut résister aux futures pandémies. Elle s'impose pour la définition du profil des maladies, la recherche et le développement ainsi que l'amélioration de la précision dans les services de soins de santé publique en Afrique.

f) Investir dans des institutions dirigées par l'Afrique, notamment les centres régionaux et nationaux de contrôle des maladies (CDC) et d'autres institutions de recherche sur les politiques.

Pour être résilients, les systèmes de santé et économiques de l'Afrique ont besoin d'une capacité d'absorption, d'adaptation et de transformation renforcée en cas de chocs endogènes et exogènes tels que la COVID-19. La maladie à coronavirus 2019 n'est qu'une pandémie parmi d'autres en Afrique et elle ne sera probablement pas la dernière. Elle a démontré que la dépendance sur les capacités institutionnelles externes et l'aide au développement comporte des risques. Les pays et les régions doivent renforcer leurs propres capacités en ce qui concerne les systèmes d'alerte précoce, la recherche stratégique, la gouvernance et l'atténuation des risques afin d'assurer le bien-être des citoyens, aujourd'hui et demain. Les futurs vents économiques contraires souffleront et de nouvelles pandémies séviront lorsque ce sera fait.

Le principal test de résilience sera la capacité d'un système à absorber les chocs, à s'adapter aux chocs et à se transformer dans un contexte élargi pour rester compétitif dans la nouvelle normalité après le choc.

ÉTABLISSEMENT DES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUES

Il n'y a pas de solution miracle ou de politique toute faite pour la COVID-19, ni tout autre défi politique qui se pose au continent. Les décideurs doivent suivre les progrès de la science et examiner minutieusement les réalités sociales, économiques, environnementales et politiques locales pour prendre des décisions en connaissance de cause. L'édification

d'économies résilientes passe par la prise en compte des implications de chaque action stratégique sur les objectifs économiques, sociaux et environnementaux d'aujourd'hui et de demain. On peut y parvenir grâce à des analyses coûts-avantages et des analyses de compromis efficaces afin de déterminer la puissance, les effets multiplicateurs positifs et négatifs (avantages, avantages connexes et externalités négatives) de chaque option stratégique dans les différents secteurs des contextes locaux et nationaux. Les décideurs sont invités à faire appel à des experts locaux pour éclairer la conception et la mise en œuvre des politiques pour chaque communauté en fonction des réalités locales et non de la politique.

1. <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/11/coronavirus-who-will-be-winners-and-losers-in-new-world-order#img-1> (consulté le 14 avril 2020).
2. <https://www.ft.com/content/3ea8d790-7fd1-11ea-8fdb-7ec06edeef84>
3. <https://www.un.org/en/un-coronavirus-communications-team/launch-report-socio-economic-impact-covid-19>
4. 3 United States Geological Survey, (2020). « Mineral Commodities Survey 2020 » disponible à l'adresse <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2020/mcs2020.pdf>
5. <https://africacovid.opendataforafrica.org/buxtoug/africa-covid-19-tracker>, consulté le 30 août
6. International Energy Agency, 2020. « Global energy demand to plunge this year as a result of the biggest shock since the Second World War » disponible à l'adresse: <https://www.iea.org/news/global-energy-demand-to-plunge-this-year-as-a-result-of-the-biggest-shock-since-the-second-world-war>
7. United Nations Environment Programme, (2019). « Cut global emissions by 7.6 percent every year for next decade to meet 1.5°C Paris target - UN report » disponible à l'adresse: <https://www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/cut-global-emissions-76-percent-every-year-next-decade-meet-15degc>
8. Groupe de la Banque africaine de développement, (2020). Perspectives économiques en Afrique 2020 – Supplément, disponible à l'adresse: <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020-supplement>
9. UNIDO, (2015). « Global Value Chains in Africa » disponible à l'adresse <https://www.unido.org/api/opentext/documents/download/9928077/unido-file-9928077>
10. Deaton A. (1999). « Commodity Prices and Growth in Africa. » Journal of Economic Perspectives-Volume 13, Number 3-Summer 1999-Pages 23-40
11. African Development Bank, (2014). « Global Value Chain Development and Structural Transformation in Nigeria » disponible à l'adresse: https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/AEB_Vol5_Is-



Figure 1 : Produit intérieur brut par région, 1995 - 2018 (USD constants, 2010)

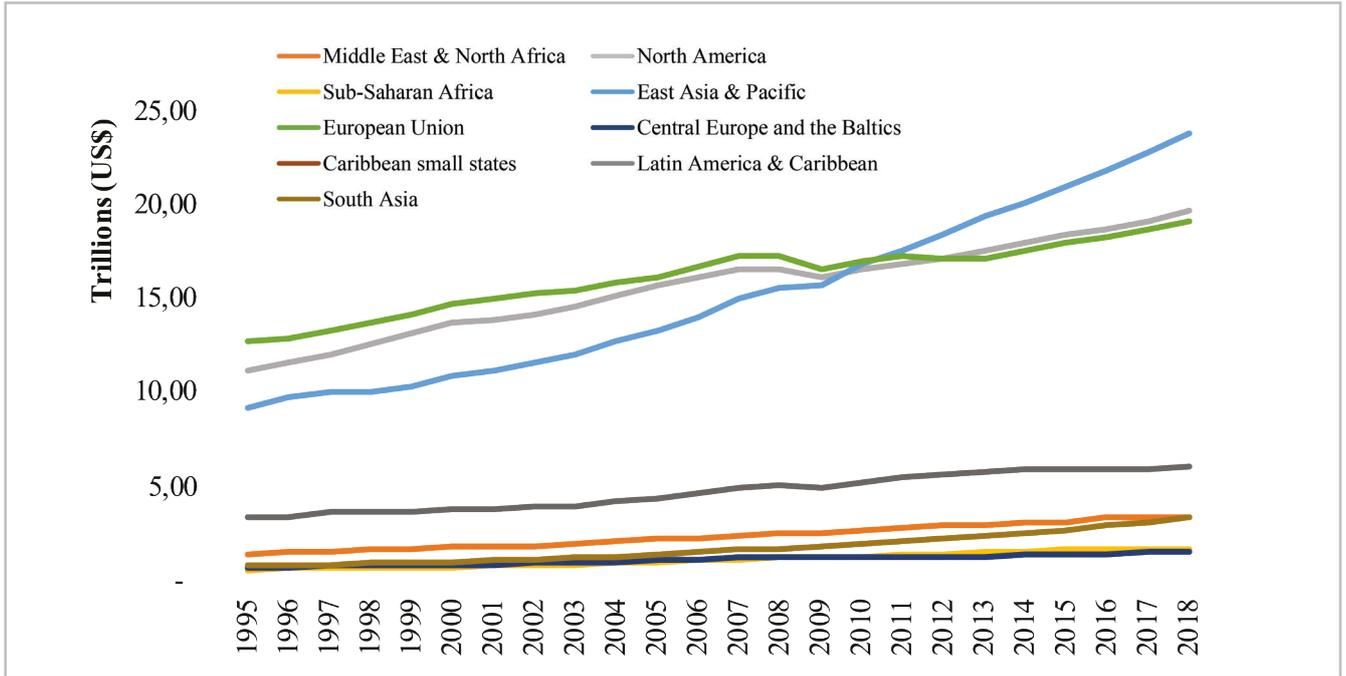


Figure 2 : Cas de COVID-19 confirmés dans 20 pays touchés au 29 août 2020v

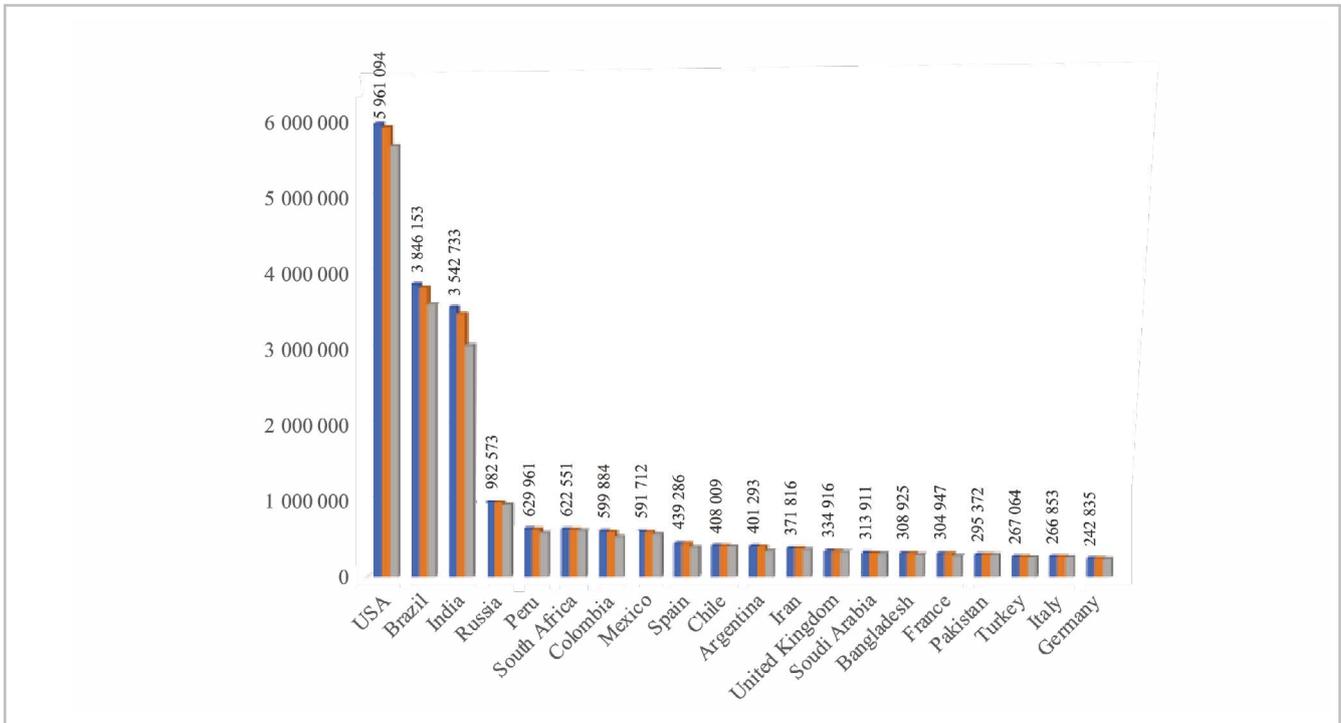


Figure 3 : Taux de mortalité par COVID-19 et nombre de décès quotidiens confirmés en Afrique

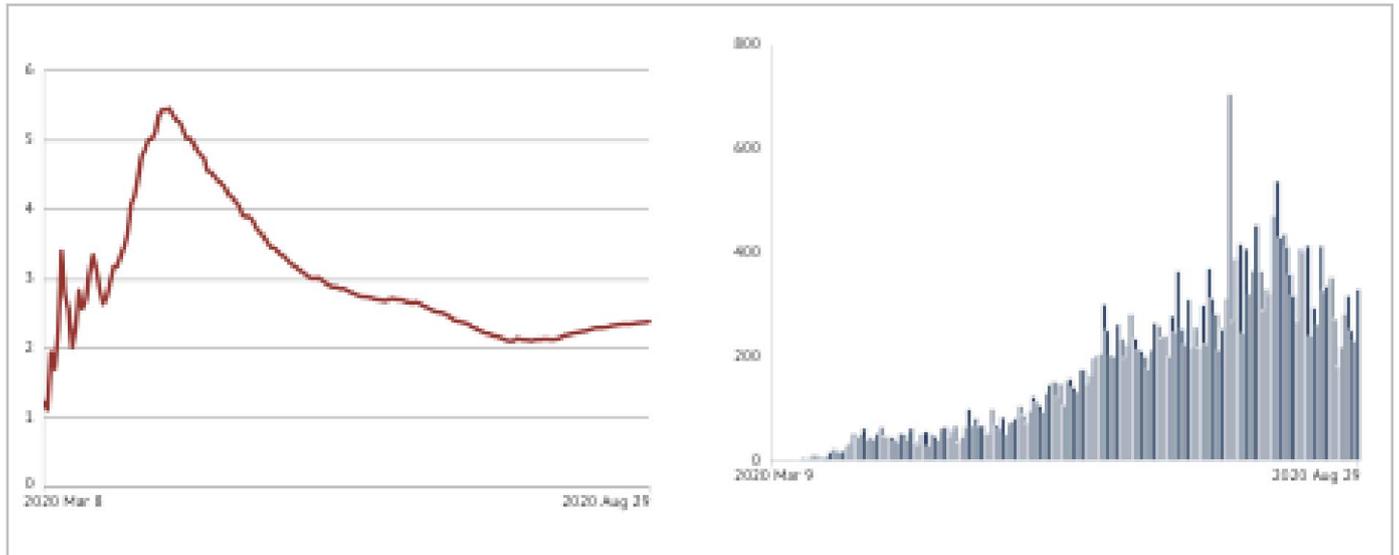


Figure 4 : Nombre de cas confirmés de COVID-19 et de décès quotidiens en Afrique : moyenne hebdomadaire mobile

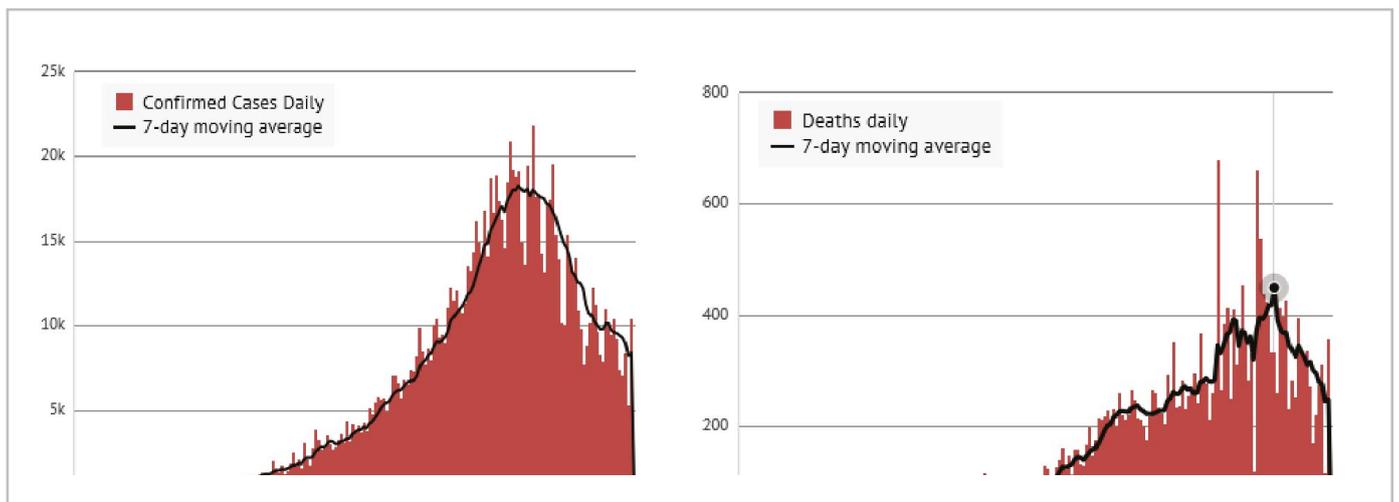
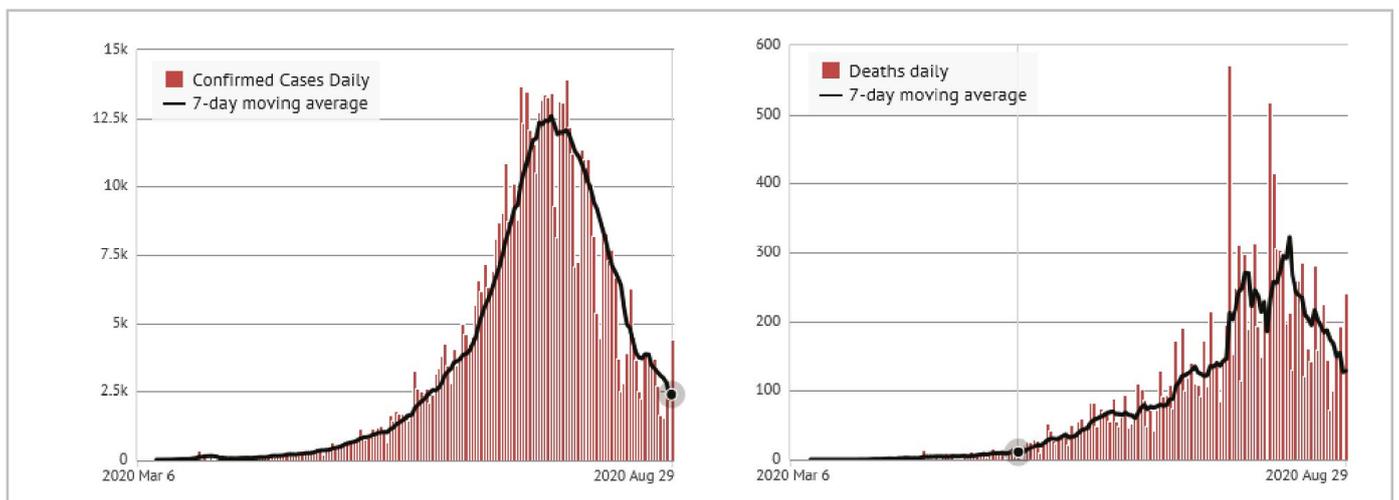


Figure 5 : Nombre de cas confirmés de COVID-19 et de décès quotidiens en Afrique du Sud : moyenne hebdomadaire mobile









**Designed by Communication and
External Relations Department @2020**